

La fabrique de l'ennemi dans les espaces de discussion de rue. La guerre des idéologies en Côte d'Ivoire

Résumé

Cet article tente de montrer le processus de construction sociale de l'ennemi dans les espaces de discussions de rues ivoiriens. De façon spécifique, il démontre que, pour les acteurs des "agoras" et "parlements" et des "grins", l'ennemi relève d'un choix délibéré. L'article s'appuie sur des entretiens menés à Korhogo, Bouaké et Abidjan avec des acteurs de ces espaces. Insérés dans les mécanismes de diffusion des idéologies des partis politiques dont ils sont proches, ces espaces appellent à la stigmatisation. Celle-ci s'appuie sur les pratiques discursives de la dichotomie ennemi/ami et sur la réappropriation politique d'une catégorisation médiatique. La désignation de l'ennemi traduit l'état de la démocratie en Côte d'Ivoire.

Mots clés : Côte d'Ivoire, espace de discussion de rue, ennemi, stigmatisation, idéologie politique, démocratie

Abstract

This paper attempts to show manufacturing processes of social construction of the enemy in Ivorian streets discussions spaces. Specifically, it shows that for actors of agoras and parliaments and grins, the choice of the enemy belongs to a deliberate decision. The paper is based on interviews conducted in Korhogo, Bouaké and Abidjan with actors of these spaces. These spaces which mobilize stigmatization are inserted into the mechanisms of diffusion of ideologies of political parties to which they are close. It is based on discursive practices of the enemy / friend dichotomy and the political re-appropriation of a media categorization. The designation of the enemy reflects the state of democracy in Ivory Coast.

Keys words: Côte d'Ivoire, street discussion space, enemy, stigmatization, political ideology, democracy

INTRODUCTION

Au lendemain de la nuit du 29 novembre 2011, les populations vivant en Côte d'Ivoire se réveillent avec la nouvelle du transfert de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo à la prison de Scheveningen, près de La Haye, où sont placés les détenus de la Cour pénale internationale (CPI). Le transfert de Laurent Gbagbo marque la fin de son mandat de président et ouvre par la même occasion, un autre épisode des événements qui alimentent la brutalisation du champ politique (Vidal, 2003). En effet, cette arrestation est l'un des faits qui depuis la disparition du président Félix Houphouët-Boigny, caractérisent la Côte d'Ivoire.

En effet, ce que l'on peut appeler la « guerre des héritiers » s'est traduit par des crises protéiformes qui ont opposé les leaders des grands partis politiques ivoiriens : Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara (Akindès, 2004:34). Selon les dispositions de l'article 11¹ de la constitution de 2011², Henri Kona Bédié assure l'intérim de la présidence de la République au moment où Alassane Ouattara quitte son poste de Premier ministre pour créer le Rassemblement des républicains (RDR). Le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo refuse d'entrer dans le gouvernement mis en place par Henri Konan Bédié et crée le Front républicain avec le RDR et le Parti ivoirien des travailleurs (PIT) (Koui, 2006:143).

Les antagonismes qui opposent les partis politiques ont des retentissements au niveau des organisations qui militent ou sympathisent avec eux. Qu'elles soient reconnues par l'État ou informelles, ces organisations partagent les idéologies des partis. Les espaces de discussions de rues font partie de ces organisations. Ce sont des lieux où se regroupent des personnes pour débattre des événements actuels. Ils se distribuent en deux catégories : les « agoras » et « parlements » d'une part et les « grins » d'autre part. Les premiers sont proches du FPI et se présentent sous la forme de grands rassemblements d'hommes et de femmes venus écouter un orateur qui, selon une théâtralisation propre à ces espaces, se sont érigés en professeurs, maîtres ou autres érudits. Au contraire, les « grins » sont de petits regroupements d'hommes qui débattent de l'actualité autour d'un thé.

Les « agoras » et « parlements » et les « grins » se réapproprient les crises qui opposent les partis politiques. De ce fait, ces espaces sont enrôlés dans la dynamique de la conflictualité qui désigne l'ennemi à combattre voire à abattre. Cet article tente de montrer comment ces espaces construisent la figure de l'ennemi dans le champ politique ivoirien de même que les logiques à l'œuvre dans la dynamique de construction de cette catégorie sociale. L'article décrit le processus de construction sociale de l'ennemi (i), présente les logiques à l'œuvre (ii) avant d'analyser les enjeux qui en découlent pour la démocratie (iii).

¹ Selon cet article, « en cas de vacance de la Présidence de la République par décès, démission, empêchement absolu constaté par la Cour suprême, saisie par le gouvernement, les fonctions de Président de la République sont dévolues de plein droit au président de l'Assemblée nationale. Les fonctions du nouveau Président de la République cessent à l'expiration du mandat présidentiel en cours ».

² Elle a été à nouveau modifiée en 2016.

1. Matériel et méthodes

1.1. Présentation de la zone d'étude

Le champ géographique de cette étude couvre les villes d'Abidjan, Bouaké et Korhogo. Abidjan est la capitale de la Côte d'Ivoire. Cette ville du sud regroupe presque tous les "agoras" et "parlements" qui ont survécu à la crise post-électorale de 2010 et 2011. Très actifs dans la zone gouvernementale entre 2002 et 2010, ces espaces ont vu leur nombre se réduire fortement avec l'arrivée d'Alassane Ouattara au pouvoir. Certains subsistent aujourd'hui à Abidjan, ce qui a motivé le choix de cette ville.

Située au centre de la Côte d'Ivoire, Bouaké est la deuxième ville du pays avec une population de plus de 1,5 million d'habitants. L'intérêt de cette ville découle de la position qu'elle occupe dans la dynamique conflictuelle de la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002. Ancienne base de la rébellion armée Forces nouvelles (FN) dirigée par Soro Guillaume, cette ville fonctionne aujourd'hui dans les imaginaires sociaux comme une ville rebelle qui continue de défier l'autorité de l'État. Elle regroupe de nombreux "grins" actifs auprès du "Sénat" représenté par "l'empereur Kamagaté", un homme entre deux âges qui, comme le dernier des Mohicans, tente de faire survivre cet espace menacé par l'arrivée du RDR au pouvoir.

Korhogo est la plus grande ville du nord de la Côte d'Ivoire. Cette ville a été sélectionnée parce que, à l'image de Bouaké, elle regroupe de nombreux "grins" qui continuent de fonctionner. Elle a été l'une des arrières bases de la rébellion armée des FN.

Bouaké et Korhogo sont des morceaux de l'ancienne zone Centre, Nord et Ouest. Entre 2002 et 2010, elles regroupaient les villes sous contrôle de la rébellion. Cette zone était opposée à la zone dite gouvernementale avec pour symbole la ville d'Abidjan fidèle à Laurent Gbagbo.

1.2. Matériels et méthodes

Les données collectées sont de types ethnographiques et bibliographiques. Le corpus de données ethnographiques a été constitué à partir d'entretiens approfondis, d'entretiens formels et informels et d'observations directes. Les données bibliographiques sont issues de diverses sources documentaires que nous avons consultées.

L'on a utilisé différents guides d'entretien selon les catégories d'informateurs, selon les types d'informations recherchés et selon les différentes phases de l'étude. Les entretiens ont été enregistrés avec un dictaphone avec l'accord des interviewés. Les accords ont été obtenus pour certains avec une autorisation d'enregistrer et de publier. Certains enquêtés n'ont pas répondu spontanément. Certains enquêtés n'ont répondu favorablement qu'après plusieurs rendez-vous manqués ou ajournés. Le temps pour eux d'être rassurés. Les plus méfiants, pour des questions de sécurité ou politique, ont répondu en posant comme condition de ne pas les citer nommément. Dans ce cas de figure nous avons utilisé des noms d'emprunts qui n'ont aucune référence avec les personnes réellement interrogées.

Des entretiens semi-directifs ont été menés autour de rubriques avec un échantillon de 107 personnes réparties dans six espaces, soit deux par ville. Au niveau des "agoras" et "parlements" les critères d'inclusion se sont portés sur : l'organisation des débats après la crise post-électorale de 2010 et 2011 et la fréquentation de l'espace par les personnes. Pour les "grins" à Bouaké et à Korhogo le choix s'est orienté sur ceux qui exercent depuis ou avant la crise de 2002 et la fréquentation régulière des membres. Les entretiens collectés ont été répartis en catégories. Celles-ci ont été mises en relation pour dégager les stratégies, les réseaux, les parcours sociaux, etc.

Le cadre théorique de référence de cette étude est la « labelling theory » ou la théorie de l'étiquetage (Goffman, 1975 ; Becker, 1985 ; Best, 2004). Elle rend compte de l'effet, sur les personnes désignées comme déviantes, des réactions de rejet par la société. Les personnes ou groupes désignés sont sanctionnés pour les transgressions commises à l'égard des normes établies. La construction sociale de l'ennemi est le processus par lequel l'on attribue les caractéristiques déviantes aux personnes ou aux groupes désignés. Le déviant ou outsider est, dans le cadre de cet article, la personne ou le groupe à qui l'on veut du mal, qui cherche à nuire et qui est dans le camp opposé. Il s'agit de façon concrète des personnes, partis politiques et des groupes opposés aux idéologies défendues.

2. Résultats et discussion

2.1. Voilà l'ennemi : les pratiques discursives de la dichotomie ami/ennemi

Les espaces de discussions de rues ne sont pas neutres. Les "grins" se sont réappropriés l'idéologie libérale du RDR alors que les "agoras" et "parlements" ont adopté l'idéologie nationaliste du FPI (Silué, 2017:135-136). L'arrivée du Président Ouattara au pouvoir n'a pas changé l'orientation politique de ces espaces. Les "grins" continuent d'accompagner le RDR dans sa stratégie de conservation du pouvoir alors que les "agoras" et "parlements" demeurent fidèles au FPI de Laurent Gbagbo. En se réappropriant les idéologies des partis politiques, ces espaces ont intériorisé la figure de l'ennemi qui les oppose à ces derniers. Cet ennemi est inséré dans un contexte politique concret (Schmitt, 1992:16). On peut le saisir sous un triple angle. Il est l'individu qui cherche à nuire. Mais dans un autre registre, il peut se présenter aussi comme celui contre qui on se bat, voire celui qui représente un danger, une menace (Tuchscherer, 2018). Carl Schmitt (1988) et Julien Freund (Freund, 2004) situent l'ennemi dans la dialectique ami/ennemi dans les relations de puissance entre les individus et aussi dans la sphère publique.

La dialectique de l'ami/ennemi éclaire sur la complexité de la difficulté à définir les dynamiques conflictuelles. Selon l'intensité des antagonismes, l'on étend la dialectique ami/ennemi à celle d'adversaire/ennemi en désignant le premier individu comme celui qui s'oppose dans le cadre d'une compétition qui mobilise une saine émulation. Au contraire, l'ennemi est un individu hostile qui veut du mal. Dans le cadre cet article, l'ennemi désigne un individu ou un groupe d'individus du camp opposé. Le camp opposé est un parti politique ou une organisation proche de ce parti.

Les pratiques discursives s'appuient sur la catégorisation des identités des acteurs du champ politique en les classant en faux et vrais Ivoiriens. L'ennemi est l'étranger, l'individu qui n'est pas ivoirien. Depuis la fin des années 90, les tensions intercommunautaires se sont accentuées autour de la nationalité ivoirienne. Ces crises opposent deux catégories sociales : les « allogènes » et les « autochtones » (Arnault, 2008:2). Dans cette dynamique de catégorisation, l'étranger est l'ennemi, parce qu'il constitue une menace pour la sécurité de la Côte d'Ivoire. Ce discours apparaît dans les « agoras » et « parlements ». Un membre du parlement de Wakouboué à Yopougon le signifie en ces termes « *Ouattara et ses rebelles étrangers sont venus envahir la Côte d'Ivoire. Ils sont remplis dans notre armée. Ce sont eux qui se font payer quand ils sont moisis* », [T.K., 20 mai 2017]

Dans les "grins", l'ennemi apparaît également sous les traits de l'étranger. Et son visage emprunte celui de l'envahisseur venu attaquer et détruire. Il est surprenant que, plus de dix ans après, les membres des "grins" font référence à l'épisode de la rumeur³ faisant état de mercenaires angolais dans les rangs des Forces de défense et sécurité (FDS), l'armée régulière fidèle à l'ancien président Laurent Gbagbo. Le kôrô du "grin" Les intellectuels le confirme cette information en ces termes : « *On dit que nous on est dioula mais ils ont oublié que Gbagbo a envoyé des Angolais pour nous tuer ici à Bouaké* », [O., 3 avril 2017]

La désignation de l'ennemi emprunte le chemin de l'humour et de la dérision. En effet, les membres des "agoras" et "parlements" mobilisent parfois l'ironie. Il ne s'agit pas de provoquer des éclats de rire gratuits mais plutôt de tourner en ridicule son ennemi. L'identité socialement construite de l'ennemi ne suffit pas pour le désigner. La violence est également une voie pour pointer l'opposant.

2.2. La réappropriation politique d'une catégorisation médiatique

Depuis le conflit militaro-politique du 19 septembre 2002, le champ sémantique des termes « violence » et « victime » fonctionne dans le discours médiatique comme des « formules ». Pour Krieg-Planque, la « formule » est « *un ensemble de formulations qui, du fait de leurs emplois à un moment donné et dans un espace public donné, cristallisent des enjeux politiques et sociaux que ces expressions contribuent dans le même temps à construire* » (2009:7). Ramené au contexte ivoirien, ces deux termes servent de justifications aux deux principaux camps opposés : le FPI et ses alliés et le RHDP s'accusent par médias interposés (Thérroux-Benoni et Bahi, 2008:205). Les journaux verts⁴, proches du RHDP présentent le FPI et ses alliés comme les coupables de la crise postélectorale de 2010 et de 2011 à cause du refus de Laurent Gbagbo d'accepter le verdict des urnes qui a déclaré Alassane Ouattara vainqueur de l'élection présidentielle de 2010. Pour eux, la propension de Laurent Gbagbo à la violence est la raison de la violence qui est survenue après l'élection. Par contre, les journaux bleus⁵, qui partagent le projet patriotique du FPI et de ses alliés ressassent les complots ourdis par les ennemis de la Côte d'Ivoire par les grandes puissances, les médias étrangers et certains chefs d'État africains.

³ Selon cette rumeur, ces soldats se trouvaient dans les rangs des FDS venus libérer la ville de Bouaké le 6 novembre 2004.

⁴ La couleur verte est relative à la une des journaux proches du RDR. On les dit verts à cause de la couleur verte qui domine la une de ces journaux. Ce sont, entre autres, Le Patriote, Le jour Plus, Nord Sud quotidien, Le nouveau Réveil.

⁵ La une de ces journaux est dominée par le bleu. Ce sont LG Info, Le Temps, Le Quotidien d'Abidjan, Le Nouveau Courrier.

Derrière ces journaux, les espaces de discussions de rues se sont réappropriés ces deux termes. Ainsi, les "grins" et les "agoras" et "parlements" s'opposent mutuellement depuis septembre 2002 sur ces deux termes. Chaque camp accuse l'autre d'être à la fois catalyseur et acteur de tous les épisodes de violence qui traversent la Côte d'Ivoire. Dans les "grins", l'on accuse les "agoras" et "parlements" d'entretenir la violence construite par le FPI. Le Kôrô⁶ du "grin" Le pays des merveilles le souligne ainsi :

« Les Sorbonnards et leur vieux père Gbagbo sont les responsables de tous les malheurs des Ivoiriens. Ce sont eux qui ont envoyé la guerre en Côte d'Ivoire en 2002. Tu as vu Gbagbo a perdu les élections en 2010 il a fait même chose. Il a envoyé les gens nous tuer à cause de son pouvoir » [M., 13 juin 2017]

Le pendant de ce discours sur la violence se retrouve dans les "agoras" et "parlements". Et cette fois c'est tout le système politique du RDR qui est accusé. Un animateur de la "Sorbonne" affirme à ce propos :

« Aujourd'hui vous voyez que le RDR nous démontre chaque jour que ce sont eux les champions de la violence. Que ce soit dans les grins ou dans le parti, c'est le discours de la haine et de la vengeance qui domine. Ils veulent tuer le FPI en emprisonnant ces cadres ou en gelant leurs fonds » [W., 23 juin 2017]

On le voit, les deux concurrents, les "grins" et les "agoras" et "parlements" s'opposent autour du terme « violence » qui apparaît sous les traits « d'ennemis », de « rebelles », de « champions de la violence ». Dans le contexte de la conflictualité, il ne suffit pas de désigner l'ennemi. La désignation de l'ennemi est adossée sur des enjeux socio-politiques et économiques.

3. Les enjeux de l'ennemi dans les rapports de puissance

3.1. « L'étrange » étranger qui refuse de se laisser saisir

L'ennemi est au cœur de la compréhension de la démocratie. En Côte d'Ivoire, il est le prétexte pour questionner le problème de l'étranger. L'une des motivations avancées par Soro Kigbafori Guillaume⁷, secrétaire général de la rébellion armée du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) est que les populations issues du Nord (Malinké, Sénoufo) sont considérées comme composée d'étrangers dans leur propre pays (Soro, 2005:20). Avec l'arrivée du RDR au pouvoir, il importe de savoir si la situation de l'étranger a changé.

Plusieurs initiatives ont été prises par le gouvernement actuel pour faciliter l'obtention de la nationalité par les individus qui se sentaient lésés. Il s'agit de l'amélioration du cadre législatif et administratif de la définition de la nationalité. L'État et ses partenaires au développement (HCR, OM, ONUCI, etc.) ont pris des mesures pour faciliter l'enregistrement des naissances, l'identification des nationaux et des non-

⁶ Le "kôrô" est la plus haute personnalité du "grin". Ce terme signifie en malinké le plus âgé, l'aîné. Il est donc l'aîné du groupe et, en plus de son âge, il est très respecté.

⁷ Depuis le 12 mars 2012, il a été élu président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire.

nationaux, l'acquisition de la nationalité aux apatrides et aux groupes à risque d'apatridie, etc.

Toutefois, ces mesures ne résolvent pas les crises liées à la nationalité en Côte d'Ivoire. Les thèses de l'étranger envahisseur continuent de meubler les imaginaires socio-politiques du FPI et de ses alliés (Babo, 2013:93). Plus encore, les thèses attestant le recrutement de Burkinabès et de Maliens dans la nouvelle armée renforcent la rumeur de l'étranger vecteur de menaces pour la Côte d'Ivoire. D'un autre côté, il y a un sentiment diffus de supériorité de la race ou plutôt de l'ethnie, avec un brin de revanche sourde chez les populations du Nord. On se retrouve dès lors dans une logique dans laquelle les identités autochtones-allogènes seraient extrêmement flexibles (Arnault, 2008 ; Geschiere and Nyamjoh, 2001 ; Ceuppens and Geschiere, 2005). On peut affirmer que le rapprochement d'un groupe ethnique du parti politique au pouvoir renforce son hégémonie dans la dynamique des antagonismes socio-politiques.

3.2. L'ennemi au cœur des stratégies de positionnement

Une réflexion sur l'ennemi permet de poser la question du positionnement des partis dans le système politique. En Côte d'Ivoire, le champ politique est composé d'un ensemble de partis politiques largement dominé par le FPI, le RDR et le PDCI. Le regroupement des deux derniers dans le RHDP leur permet une certaine hégémonie sur les autres dans la mesure où ils ont la possibilité d'influencer tout ou partie des décisions importantes. Dans cette logique, la désignation d'un ennemi intérieur ou extérieur permet de détourner l'attention des autres et, au-delà de l'ensemble des populations des problèmes que l'État peine à régler. Il peut même être désigné comme responsable réel ou imaginaire des angoisses collectives.

En clair, lorsqu'une menace est supposée ou avérée, il peut servir de bouc émissaire et de victime expiatoire. On a remarqué cette stratégie lors des récentes attaques armées des emprises militaires (commissariats de police, brigades de gendarmerie, poste de police, etc.) en Côte d'Ivoire. On a noté une propension du gouvernement à accuser ses adversaires politiques lors de ces épisodes. Ainsi, selon le ministre de l'Intérieur Sidiki Diakité⁸, les auteurs des attaques de prisons et de brigades de gendarmerie seraient Damana Pickass⁹, Stéphane Kipré¹⁰, des cadres de la galaxie du FPI. Le stigmatisme accolé au FPI et à ses cadres fonctionne comme un « anxiolytique » ou une échappatoire pour détourner l'attention des problèmes de sécurité intérieure que posent les enfants en difficulté avec la loi communément appelés « microbes », l'indiscipline dans l'armée qui se traduit par des mutineries à répétition, la cherté de la vie, etc.

3.3. L'ennemi, miroir des idéologies politiques

Qu'il soit intérieur ou extérieur, l'ennemi renseigne sur l'état des idéologies politiques qui animent le champ politique. L'idéologie nationaliste du FPI continue de s'opposer à l'idéologie libérale du RDR. Et dans ce rapport de force, on note la présence toujours rassurante de l'éthos de la théologie de la libération dans les "agoras" et "parlements". Tels des fidèles en attente du retour du Christ sauveur, les membres

⁸ <https://resistancisrael.com/les-auteurs-des-attaques-seraient-identifies/>

⁹ Vice-président chargé de la politique de la jeunesse au FPI.

¹⁰ Président de l'Union des Nouvelles Générations (UNG) un parti politique allié du FPI et gendre de l'ex-président Gbagbo Laurent.

de ces espaces espèrent une libération de l'ex-président. L'arrestation et le transfert de Laurent Gbagbo par les ennemis de la Côte d'Ivoire sont selon eux, des événements qui concourent à la réalisation du plan de Dieu. L'abondance des références bibliques dans les pratiques discursives vise même à « convertir » les militants et les sympathisants à l'espérance du retour de Gbagbo et, au-delà, à la prise du pouvoir par son parti. C'est une sorte de récompense psychologique, symbolique et spirituelle.

L'ennemi est un révélateur du « trauma massif » de Volkan (2007). Toute proportion gardée du fait des difficultés à dénombrer de façon précise, les sympathisants et les militants victimes de la violence sous le régime Gbagbo, la référence au « trauma massif » ici arguent que le « grand groupe » représenté par le RHDP est passé d'une idéologie de la victimisation à l'idéologie du droit de vengeance. Sur la base du « trauma choisi »¹¹ c'est-à-dire des 3 000 victimes de la crise post-électorale et de ceux des crises antérieures, le RHDP se donne le droit « *d'élaborer de nouveaux programmes politiques et/ou d'entreprendre de nouvelles actions soutenues par cette idéologie* »¹². C'est sans doute au nom de la production de ce « droit » que le président Alassane Ouattara a parlé de « rattrapage (ethnique) ».

En prenant pour fondement l'idéologie du « trauma massif » (Volkan, 2007), le président Alassane semble justifier la politique de « rattrapage » entreprise au lendemain de son élection. Il s'agit de légitimer toutes les mesures prises pour permettre à une catégorie de la population d'avoir accès aux ressources étatiques. Elle fonctionne comme une mise à l'écart des ennemis du groupe symbolisé par les cadres du FPI et de leurs alliés. La dimension idéologique réside dans la volonté de construire la réalité dans le prisme de ses propres valeurs dans une logique de lutte pour le pouvoir (Rocher, 1970 :127), C'est dans cette logique de rapport de force qu'on peut expliquer les mesures prises par le régime à l'encontre des cadres du FPI. Ces derniers ont vu leurs comptes gelés. D'autres ont été emprisonnés ou sont toujours en détention. En élargissant le « rattrapage », on peut l'étendre à tous les groupes (politiques, économiques, médiatiques, etc.) qui se sont opposés ou qui s'opposent encore au président Alassane Ouattara. Cette attitude débouche sur le " nordisme" (Séry, 2005 :69), l'idéologie produite par les leaders du Nord et qui sert surtout d'argument pour désigner l'ennemi des populations du Nord.

CONCLUSION

La disparition du président Félix-Houphouët Boigny a été suivie par des crises socio-politiques qui ont connu un paroxysme avec le conflit militaro-politique du 19 septembre 2002. Le champ politique s'est enrichi de plusieurs alliances qui ont opposé principalement le FPI et ses alliés à ceux du RDR. Les partisans et sympathisants de ces partis apparaissent sous plusieurs formes, notamment sous celles d'organisations formelles ou informelles comme les espaces de discussions de rues. Les "grins" sont proches du RDR et les "agoras" et "parlements" partagent les idées du FPI.

¹¹ Le « trauma choisi » est un événement historique choisi par les leaders du groupe pour mobiliser une action.

¹² Vamik Volkan, *op.cit.*, p. 1050.

Les espaces de discussions de rues se sont réapproprié l'ennemi qui apparaît sous les traits d' « étranger », « assaillant », « opposant », etc. L'ennemi est l'individu ou le groupe d'individus hostiles qui s'oppose aux idées défendues.

La désignation de l'ennemi dans ces espaces emprunte trois voies. L'ennemi est identifié dans les pratiques discursives en mobilisant l'humour, l'amplification ou même parfois les injures. Les acteurs des "grins" et des "agoras" et "parlements" utilisent aussi la catégorisation en se basant sur les journaux d'opinion. Ainsi qu'ils soient "verts" ou "bleus", les journaux partisans (Nord Sud quotidien, Le Patriote, LG Infos, Le Nouveau courrier, etc.) offrent aux acteurs de ces espaces des éléments pour construire leur argumentaire.

L'ennemi fonctionne comme un baromètre qui indique l'état de la démocratie en Côte d'Ivoire. Il permet aux dirigeants de détourner l'attention des populations. Dans un autre sens, c'est un exutoire pour épancher des angoisses collectives par la nationalisation de l'ennemi.

La construction de l'ennemi place le parti au pouvoir s'appuie sur l'existence de groupes aux caractéristiques spécifiques. Ces groupes sont marqués par une marginalité. Celle-ci sert de prétexte pour les discréditer dans l'espace public.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Arnault, K. (2008). Mouvement patriotique et construction de l' « autochtone » en Côte d'Ivoire. *Afrique et développement*, XXXIII, 3, 1-20.

Akindès, F. (2004). Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire. Dakar : CODESRIA.

Becker, H. S. (1985). *Outsiders, Etudes de sociologique de la déviance*. Paris : Métailié.

Bahi, A. (2013). *L'ivoirité mouvementée. Jeunes, médias et politique en Côte d'Ivoire*, Mankon, Bamenda : Langaa Research & Publishing CIG.

Best, J. (2004). *Deviance: Career of a Concept*. Belmont: Wadsworth.

Ceuppens, B.; Geshiere, P. (2005). Autochtony: Local or Global? New Modes in stuggle Over Citizenship in Africa and Europe. *Annual Review of Anthropology*, 34, 385-407.

Freund, J. (2004). *L'essence du politique*. Paris: Dalloz.

Geshiere, P.; Nyamjoh, F., 2000, Capitalism and Autochtony : The Seesaw of Mobility and Belonging. *Public Culture*, 12, 2, 423-452.

Goffman, E. (1975). *Stigmaté*. Paris : Éditions de Minuit.

Krieg-Planque, A. (2009). *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon : Presses Universitaires de Franche-Comté.

Koui, T. (2004). *Multipartisme et idéologie en Côte d'Ivoire. Droite, Centre, Gauche*. Paris : L'Harmattan.

Maugenest, D. (2004). *L'idéologie et les idéologies*. Abidjan : CERAP.

- Oppermann, F. (2006). Versailles comme outil de propagande républicaine au XX^{ème} siècle. In D. Rolland & alii. *Les Républiques en propagande. Pluralisme politique et propagande : entre déni et institutionnalisation. XIX^e-XXI^e siècles*. Paris : L'Harmattan.
- Schmitt, C. (1992). *La notion de politique. Théorie du partisan*. Paris : Flammarion.
- Schmitt, C. (1988). *Théologie politique I*. Paris : Gallimard.
- Séry, B. (2005). *Ne pas perdre le Nord*. Abidjan: EDUCI.
- Silué, N.O. (2017). Regards croisés sur l'appel de Daoukro dans les espaces de discussion de rues ivoiriens. *International Journal of Muldidisciplinary Research and Development*, 4, 9, 135-142.
- Soro, G. (2005). *Pourquoi je suis devenu un rebelle. La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris : Hachette Littératures.
- Théroux-Benoni, L. ; Bahi, A. (2008). A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne...'. In E. Sall. ; Ouédraogo, J-B. *Les frontières de la citoyenneté et la violence politique en Côte d'Ivoire*. Dakar: CODESRIA.
- Tuchscherer, E. (2003). Le décisionnisme de Carl Schmitt : théorie et rhétorique de la guerre', *Mots. Les langages du politique* [En ligne], consulté le 25 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/mots/15642>.
- Vamik, V. (2007). Le trauma massif : l'idéologie politique du droit et de la violence. *Revue française de psychanalyse*, vol. 71, N^o4, 1047-1059.
- Vidal, C. (2003). La brutalisation du champ politique ivoirien, 1990-2003. *Revue africaine de sociologie*, 7, 2, 45-57.